

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 2684 (95 - 765)

[Mac - 27526]

9 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1992. — Erratum

In de Franse versie van voornoemd besluit, bekendgemaakt op blz. 8028 van het *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1995, moet de in artikel 3 vermelde tabel er als volgt uitzien :

| « Situations | Points |
|--|--------|
| Le locataire qui doit quitter un logement ayant fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité. L'occupant d'un logement reconnu inhabitable par les agents de la Division du Logement. Le locataire qui doit quitter un logement ayant fait l'objet d'un arrêté d'expropriation. Le locataire qui doit quitter un logement devenu insalubre par surpeuplement. | 8 |
| La personne qui se trouve dans un cas d'extrême urgence sociale. Est considérée comme se trouvant dans un cas d'extrême urgence sociale la personne qui : — soit a été victime d'un événement calamiteux; — soit est reconnue sans-abri par un Centre public d'aide sociale; — soit quitte une caravane qu'elle occupait à titre de résidence principale. | |
| Le couple, marié ou composé de personnes qui vivent maritalement depuis moins de 8 ans et ont au moins un enfant à charge. La personne divorcée ou en instance de l'être, avec un ou plusieurs enfants à charge. | 6 |
| La femme seule enceinte ou le parent seul avec un ou plusieurs enfants. Le ménage dont les conjoints sont âgés de moins de 30 ans. | |
| Le bénéficiaire d'une pension de prisonnier de guerre et l'invalidé de guerre. L'ancien prisonnier politique et ses ayants droit. L'ouvrier mineur et l'ancien ouvrier mineur. | 4 |
| Le locataire dont le bail est résilié par le bailleur en application de l'article 3, § 2, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1er mars 1991. | 3 |
| La personne qui ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail, ou celle qui a une telle personne à sa charge. | 2 |
| La personne qui ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une perte d'emploi. Le handicapé ou la personne qui a un handicapé à sa charge au sens du Code des Impôts sur les Revenus. | |
| La personne qui quitte un bateau pour lequel l'Etat accorde une prime de déchirage. » | |

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 - 2685

[S-Mac - 31312]

27 AVRIL 1995. — Décret relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1er, alinéa 1er, 116, paragraphe 1er, alinéa 1er, 121, paragraphe 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Service de santé mentale: une structure ambulatoire qui, par une approche multidisciplinaire et en collaboration avec d'autres institutions et personnes concernées par la santé, contribue au diagnostic et au traitement psychiatrique, psychologique et psychosocial du patient dans ses milieux habituels de vie, et à la prévention en santé mentale;

(1) Session 1994-1995.

Documents de l'Assemblée : 71 (1994-1995), nos 1 et 2. — Compte rendu intégral. Séance du 12 avril 1995.

2° Conseil consultatif : le Bureau de la Commission de la Santé et la section des institutions et services de santé mentale, visés à l'article 5, paragraphe 1er et 2 du règlement du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

3° Plate forme de concertation : l'association comme plate forme de concertation, agréée par le Collège et visée à l'article 1er de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques;

4° Territoire : entité géographique délimitée selon les modalités fixées par le Collège, après avis du Conseil consultatif, et précisée dans la convention d'agrément visée à l'article 3, compte tenu notamment de critères administratifs, démographiques et sociaux;

5° Administration : les services du Collège.

Art. 3. Pour être agréé par le Collège, le service de santé mentale est créé à l'initiative d'une association sans but lucratif ou d'une université. Lorsqu'il satisfait aux conditions prévues par le décret et ses arrêtés d'exécution, le Collège peut conclure une convention avec le pouvoir organisateur. La demande est introduite et examinée conformément à la procédure prévue au titre II.

Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, le contenu et les modalités des conventions d'agrément.

Les conventions d'agrément précisent notamment le territoire desservi par le service de santé mentale, les missions, les initiatives de coordination et de collaboration, le cadre de l'équipe conventionnelle de base, le fonctionnement du service, les modalités de concertation entre le pouvoir organisateur et l'équipe et le montant de l'enveloppe prévisionnelle.

Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège octroie des subventions aux services de santé mentale agréés, conformément aux dispositions du titre III.

TITRE II. — Conditions et procédure d'agrément

CHAPITRE 1er. — Missions

Art. 5. Le service de santé mentale est un service de santé publique qui travaille au bénéfice de la population de son territoire et, accessoirement, des personnes qui ne résident pas dans ce territoire et qui sollicitent son intervention.

Il remplit les missions générales suivantes :

- offrir un premier accueil, analyser et, le cas échéant, orienter la demande de tout consultant;
- poser un diagnostic et assurer le traitement psychiatrique, psychothérapeutique et psychosocial de problèmes de santé mentale;

- organiser, élaborer ou collaborer à des activités de prévention dans le territoire

Le service de santé mentale peut en outre développer des projets spécifiques

Il travaille notamment en coordination avec le réseau sanitaire, psychosocial et scolaire

Section 1re. — Accueil, diagnostic et traitement

Art. 6. Le service de santé mentale remplit ses missions sans aucune discrimination, notamment sans distinction ethnique ou de nationalité, d'âge, de sexe, ou de type de problèmes.

Art. 7. Le diagnostic et le traitement de problèmes de santé mentale intègrent les aspects médicaux, psychiatriques, psychologiques et sociaux. Ils visent essentiellement à améliorer le bien être psychique du patient dans ses milieux habituels de vie.

Le service de santé mentale assure le traitement des patients notamment par :

- une collaboration avec toutes les personnes et institutions concernées;

- un suivi de patients qui sont hébergés dans des institutions résidentielles et hospitalières, en accord avec les médecins de ces institutions;

- un suivi de patients qui ont été hébergés dans des institutions résidentielles et hospitalières;

- un travail qui vise à la réinsertion sociale de patients qui, suite à des problèmes de santé mentale, rencontrent des difficultés dans leur vie familiale, scolaire, professionnelle ou sociale

Art. 8. Le service de santé mentale associe au traitement du patient, avec l'accord de celui-ci ou de son représentant légal, le médecin généraliste désigné par le patient, et dans la mesure du possible, tous les professionnels de soins extérieurs à l'équipe du service de santé mentale susceptibles de contribuer au traitement.

S'il s'agit d'une personne fréquentant un établissement d'enseignement, le service de santé mentale veille notamment à associer le centre psycho-médico-social et le centre d'inspection médicale scolaire concernés.

Section 2. — Activités de prévention

Art. 9. Le service de santé mentale organise ou collabore à des activités de prévention étroitement liées à ses missions générales et, le cas échéant, aux projets spécifiques qu'il développe.

Ces activités peuvent notamment consister en :

- l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de santé mentale de la population du territoire desservi par le service de santé mentale;

- l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de santé mentale des travailleurs du réseau sanitaire et social de ce territoire;

- des interventions particulières de prévention envers des groupes cibles, notamment dans des lieux d'accueil de la petite enfance.

Section 3. — Projets spécifiques

Art. 10. Les projets spécifiques développés, le cas échéant, par le service de santé mentale doivent s'inscrire dans une problématique de santé mentale

Ils sont précisés dans la convention d'agrément visée à l'article 3.

Les projets spécifiques sont définis à partir des besoins et des caractéristiques de la population qui s'adresse au service ou qui réside au sein du territoire desservi par le service de santé mentale.

Les projets spécifiques peuvent néanmoins s'adresser à des personnes qui n'habitent pas ce territoire.

Art. 11. Les projets spécifiques peuvent notamment consister en :

— la supervision du travail d'institutions et de services confrontés à des problèmes de santé mentale, prioritairement au sein du territoire desservi par le service;

— la formation en santé mentale des travailleurs du réseau sanitaire et social, prioritairement au sein de ce territoire.

Le Collège en fixe les modalités d'application, après avis du Conseil consultatif.

Section 4. — Coordination et information

Art. 12. Le service de santé mentale coordonne ses activités avec les acteurs du réseau sanitaire et social du territoire qu'il dessert. A cet effet, il est notamment tenu de :

1° participer activement à la structure de partenariat local ou, si celle-ci lui défaut, veiller avec les personnes, institutions et services concernés à instituer une initiative semblable;

2° entreprendre des démarches pour établir des accords de partenariat avec les personnes, institutions et services publics et privés qui sont situés sur son territoire; le Collège en arrête, après avis du Conseil consultatif, les modalités d'application.

Par ailleurs, le service de santé mentale peut collaborer avec d'autres personnes, institutions ou services qui sont situés en dehors de son territoire, et qui sont particulièrement intéressés aux activités du service de santé mentale. Il conclut à cet effet des conventions de collaboration, dont les modalités sont arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Art. 13. Afin d'encourager la coordination des services de santé mentale avec le réseau sanitaire, psycho-social et scolaire, le Collège octroie, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention aux organismes agréés qui fédèrent des services de santé mentale. Ces organismes doivent avoir pour objet l'organisation et la coordination d'activités relatives à la promotion de la santé mentale, ainsi que la formation et l'information en matière de santé mentale dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, les conditions et les modalités d'agrément et de subvention de ces organismes.

Art. 14. Dans le respect de la déontologie des professions concernées, le service de santé mentale informe la population et les services médicaux et sociaux de son territoire de ses activités les concernant, et notamment de la tenue des permanences.

Art. 15. Le libre choix du service de santé mentale par le patient est garanti. Le service de santé mentale respecte les convictions philosophiques du patient.

CHAPITRE II. — Equipes

Art. 16. § 1er. Le service de santé mentale comprend une équipe pluridisciplinaire qui doit assurer au moins les fonctions suivantes :

- a) la fonction psychiatrique;
- b) la fonction psychologique;
- c) la fonction sociale;
- d) la fonction d'accueil et de secrétariat.

Pour assurer ces fonctions, le service comprend une équipe minimale qui assure des prestations équivalentes au moins à un temps plein de travail pour chacune des fonctions visées aux a, b, c et d.

§ 2. L'équipe minimale est composée de travailleurs qui sont engagés par le service de santé mentale pour des prestations équivalent au moins à la moitié d'un temps plein de travail.

La durée d'un temps plein de travail est fixée par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

§ 3. En outre, le service peut comprendre une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans la prise en charge des enfants et des adolescents, qui doit assurer au moins les fonctions pédo-psychiatrique, psychologique et sociale.

Pour assurer chacune de ces fonctions, cette équipe est composée de personnes qui assurent des prestations équivalent au moins à un demi temps plein de travail pour la fonction pédo-psychiatrique et aux trois quarts d'un temps plein de travail pour la fonction psychologique et la fonction sociale.

§ 4. L'équipe peut également assurer des fonctions complémentaires, notamment dans le domaine de la médecine, des soins infirmiers, de la pédagogie, de la sociologie, de la criminologie, de la psychomotricité, de la logopédie, de l'ergothérapie. Ces fonctions complémentaires sont directement liées aux activités menées par le service de santé mentale dans le cadre de ses missions générales et, le cas échéant, de ses projets spécifiques.

§ 5. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, les conditions de qualification et de formation requises pour le personnel exerçant les fonctions visées au présent article.

Art. 17. Dans le respect des législations sur le travail, notamment de celles qui organisent le travail à temps partiel, le pouvoir organisateur du service de santé mentale fixe le cadre du personnel qu'il engage et la durée des prestations fournies par chaque membre des équipes pour les différentes fonctions visées à l'article 16.

Chaque membre des équipes reçoit du service de santé mentale une rémunération correspondant à sa fonction, à sa qualification, à son ancienneté et à la durée de ses prestations, conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 18. Le pouvoir organisateur désigne la ou les personnes chargées, au sein de l'équipe, de la direction médicale et de la coordination générale du service de santé mentale, dont les missions et responsabilités sont arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Art. 19. Une concertation doit être organisée une fois par trimestre entre le pouvoir organisateur et le personnel du service de santé mentale, dans le respect de la liberté thérapeutique.

Elle porte sur :

1° les objectifs, l'organisation, le fonctionnement du service de santé mentale, l'engagement du personnel, la demande d'agrément et la proposition de convention d'agrément;

2° la coordination avec le réseau sanitaire et social, et notamment le respect des modalités prévues à l'article 12.

Art. 20. Le service de santé mentale organise des réunions entre les membres de l'équipe qui visent à l'échange d'informations et à la discussion sur le travail clinique et préventif du service.

CHAPITRE III. — Fonctionnement du service

Article 21. § 1er. Le service de santé mentale est situé de façon à répondre au mieux aux intérêts des patients et de la population du territoire qu'il dessert. Il veille à permettre à ceux-ci un accès aisé.

§ 2. Lorsque le service de santé mentale est situé dans un bâtiment qui comprend d'autres institutions ou services sociaux ou de santé, des locaux formant une entité doivent être réservés au service de santé mentale à l'intérieur de ce bâtiment.

Le service de santé mentale doit en particulier se distinguer sur le plan de ses activités, de sa gestion et de ses locaux d'activité d'un autre service qui héberge des patients ou dispense des soins curatifs.

§ 3. Le service de santé mentale organise une permanence d'accueil, dans le respect des conditions minimales fixées par le Collège, après avis du Conseil Consultatif.

§ 4. Afin d'assurer le suivi des patients et en accord avec ceux-ci, il organise également leur prise en charge à domicile, au lieu de résidence ou d'hébergement, ou en tout autre endroit.

Art. 22. § 1er. Pour chaque patient, il est constitué un dossier individuel contenant les données médicales, sociales et administratives. Sans préjudice d'autres dispositions légales, le Collège fixe, après avis du Conseil consultatif, la liste des éléments qui doivent figurer dans le dossier individuel.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés au moins 10 ans après leur clôture, sous la responsabilité du directeur médical du service de santé mentale.

§ 3. Les activités et documents du service de santé mentale qui concernent individuellement des patients, et notamment les dossiers individuels, sont protégés par le secret professionnel. L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres des équipes des services de santé mentale.

Ceux-ci doivent, dans le respect de la déontologie, et sous la responsabilité du directeur médical, transmettre aux professionnels que le patient ou son représentant légal désigne à cette fin tout renseignement qu'ils estiment utile à la continuité de la prise en charge.

Art. 23. Un registre reprend l'inventaire des activités de prévention et, le cas échéant, des projets spécifiques développés par le service de santé mentale, avec mention du personnel concerné. Il comporte des rapports semestriels d'évaluation et les conclusions des concertations entre le pouvoir organisateur et le personnel du service de santé mentale, prévues à l'article 19.

Art. 24. Le service de santé mentale transmettra chaque année au Collège, dans les conditions arrêtées par celui-ci et après avis du Conseil consultatif, le rapport d'activités visé à l'article 34 et un ensemble de données anonymes qu'il enregistre et qui concernent ses patients, ses consultants et la population de son territoire. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, les données à enregistrer, ainsi que les modalités et les procédures d'enregistrement et de transmission de ces données à la plate forme de concertation ou à tout autre organisme désigné par lui.

CHAPITRE IV. — Procédure d'agrément

Art. 25. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément est introduite par le pouvoir organisateur du service de santé mentale, selon les modalités arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Art. 26. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, la procédure relative à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément ainsi qu'à la fermeture d'urgence.

L'agrément peut être retiré en cas de non observation des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, et en cas de non respect de la convention d'agrément visée à l'article 3.

Art. 27. Après examen, l'agrément est accordé pour un terme de cinq ans. Les services qui ont introduit une première demande reçoivent une autorisation provisoire de fonctionnement pour une durée renouvelable d'un an et selon des modalités arrêtées par le Collège après avis du Conseil consultatif.

TITRE III. — Octroi des subventions

Art. 28. § 1er. Afin de déterminer la subvention visée à l'article 4 du présent décret, une enveloppe prévisionnelle est calculée forfaitairement pour chaque service de santé mentale en additionnant :

- 1° le coût théorique des rémunérations de l'équipe conventionnelle de base,
- 2° le montant maximum des coûts généraux d'exploitation;
- 3° une partie variable.

§ 2. Le coût théorique des rémunérations de l'équipe conventionnelle de base est calculé en déterminant, pour chaque fonction visée à l'article 16, une des échelles barémiques appliquées au personnel relevant de la Commission paritaire 305/1 (Commission paritaire des services de santé - sous-commission pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux), une ancienneté moyenne et un coefficient multiplicateur couvrant notamment les charges sociales et autres primes ou avantages sociaux. Le Collège fixe, après avis du Conseil consultatif, l'échelle barémique applicable pour chaque fonction, l'ancienneté moyenne et le coefficient multiplicateur visés à l'alinéa précédent.

§ 3. Les coûts généraux d'exploitation incluent les frais liés au fonctionnement du service de santé mentale ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.

Le montant maximal des coûts généraux d'exploitation est arrêté par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

§ 4. La partie variable couvre les autres frais de personnel et d'exploitation nécessaires au respect des obligations fixées dans la convention d'agrément.

§ 5. Le montant de l'enveloppe prévisionnelle est majoré annuellement d'un coefficient arrêté par le Collège, après concertation avec les représentants des pouvoirs organisateurs et des travailleurs des services de santé mentale. Ce coefficient tient compte des indexations barémiques et de la programmation sociale allouée au personnel relevant de la Commission paritaire 305/1 (Commission paritaire des services de santé-sous-commission pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux).

Art. 29. § 1er. L'enveloppe prévisionnelle constitue le montant maximum de la subvention que peut percevoir chaque service de santé mentale.

§ 2. La subvention ne peut être accordée qu'en vue de couvrir des frais justifiés.

Les frais visés au paragraphe 3 sont admis jusqu'à concurrence des montants ou des barèmes fixés en application de ce paragraphe.

§ 3. Les frais de rémunérations du personnel sont admis sur la base des échelles barémiques appliquées au personnel relevant de la Commission paritaire 305/1 (Commission paritaire des services de santé - sous-Commission pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux) et de la programmation sociale applicable aux rémunérations de ce personnel. A cet effet, le Collège détermine, après avis du Conseil consultatif, l'échelle barémique applicable pour chaque fonction visée à l'article 16 ainsi que les anciennetés prises en considération.

Les coûts généraux d'exploitation sont admis à concurrence du montant maximum arrêté par le Collège conformément à l'article 28, paragraphe 3.

Le Collège peut fixer, après avis du Conseil consultatif, d'autres critères pour l'admission des frais, notamment pour des frais particuliers de charges sociales.

Art. 30. § 1er. La subvention visée à l'article 4 est liquidée annuellement sur base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Pour opérer ce décompte final, il y a lieu de déduire des frais subsidiables conformément à l'article 29, les honoraires, allocations et participations aux frais perçus par l'équipe conventionnelle de base auprès des patients, de leurs représentants légaux ou d'une institution publique, notamment dans le cadre des prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Des avances trimestrielles égales au quart de l'enveloppe prévisionnelle sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année civile, le 15 mai pour le second trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, ainsi qu'une avance égale au cinquième de l'enveloppe prévisionnelle au plus tard le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

§ 3. Passé les échéances fixées conformément aux paragraphes 1er et 2, les avances restant dues porteront, de plein droit et sans mise en demeure préalable, intérêts de retard au taux de l'intérêt interbancaire (dénommé "Bibor"), tel que fixé le jour de l'échéance.

Art. 31. Le service de santé mentale réclame à ses consultants, à leurs représentants légaux ou directement aux institutions intéressées, les honoraires et allocations légalement prévus. Le service de santé mentale est autorisé en outre à demander aux patients une participation aux frais, dans le respect des règles et usages déontologiques.

Toutefois, des consultations gratuites peuvent être assurées en cas de nécessité par le service de santé mentale.

Art. 32. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Commission communautaire française, le Collège peut octroyer des subventions pour l'acquisition, la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations des immeubles affectés aux services de santé mentale, ainsi que pour leur équipement et leur ameublement.

Le Collège fixe les conditions, les procédures et les modalités d'action de ces subventions après avis du Conseil consultatif.

TITRE IV. — Contrôle et inspection

Art. 33. § 1er. Le Collège désigne les agents de ses services chargés du contrôle des services de santé mentale agréés en vertu du présent décret.

Le service de santé mentale garantira à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

§ 2. A la demande des agents désignés par le Collège, le service de santé mentale présentera tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les frais de rémunération du personnel.

Art. 34. Pour bénéficier des subventions prévues à l'article 29, le service de santé mentale transmettra annuellement à l'Administration, selon des modalités arrêtées par le Collège après avis du Conseil consultatif, un rapport d'activités, les comptes et budget arrêtés par le pouvoir organisateur et un décompte final des subventions.

Art. 35. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 1 000 FB, ou d'une de ces peines seulement, celui qui organise ou dirige un service qui effectue les missions visées à l'article 5, sans être agréé par le Collège en vertu du présent décret, ou qui utilise une des appellations "centre de santé mentale", "service de santé mentale", "centre de guidance", sans être agréé en vertu du présent décret.

TITRE V. — Dispositions finales et transitoires

Art. 36. Les services de santé mentale qui ont bénéficié d'un agrément pour une période probatoire, dans le cadre de l'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur, sont tenus d'introduire une demande d'agrément dans le respect des dispositions du présent décret au plus tard à la date fixée par le Collège après avis du Conseil consultatif.

Art. 37. A titre transitoire, les services de santé mentale qui ont bénéficié d'un agrément pour une période probatoire dans le cadre de l'arrêté royal du 20 mars 1975 sont réputés satisfaire aux conditions prévues à l'article 21, paragraphe 2, pour une période déterminée par le Collège.

Art. 38. L'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur est abrogé pour ce qui concerne la Commission communautaire française.

Art. 39. Le Collège arrête la date d'entrée en vigueur des articles du présent décret et est chargé de son exécution.
Bruxelles, le 27 avril 1995.

Le Président du Collège,

Ch. PICQUE

Un Membre du Collège,

D. GOSUIN

Un Membre du Collège,

D. HARMEL

Un Membre du Collège,

R. HOTYAT

Un Membre du Collège,

D. van EYLL

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 - 2685

[S-Mac -- 31312]

27 APRIL 1995. -- Decreet betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. -- Algemene bepalingen

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een materie bedoeld in de artikelen 113, paragraaf 1, 1e lid, 116, paragraaf 1, 1e lid, 121, paragraaf 1, 1e lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig decreet dient te worden verstaan onder :

1° Dienst voor geestelijke gezondheidszorg : een ambulante structuur die door een multidisciplinaire bemanning en in samenwerking met andere instellingen en personen die betrokken zijn bij de gezondheidszorg bijdraagt tot de diagnose en de psychiatrische, psychologische en psychosociale behandeling van de patient in zijn gewone leefomgeving, en tot de preventie op het vlak van de geestelijke gezondheidszorg.

2° Adviesraad : het Bureau van de Commissie voor Gezondheidszorg en de afdeling van de instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg bedoeld in artikel 5, paragraaf 1 en 2 van het reglement van 30 april 1994 houdende oprichting van een Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg.

3° Overlegplatform : de door het College als overlegplatform erkende vereniging, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de erkenningsnormen die van toepassing zijn op de verenigingen van psychiatrische instellingen en diensten.

4° Grondgebied : geografische entiteit begrensd volgens de modaliteiten bepaald door het College na advies van de Adviesraad en verduidelijkt in de in artikel 3 bedoelde erkenningsovereenkomst, met name rekening houdend met administratieve, demografische en sociale criteria.

5° Administratie : de diensten van het College

Art. 3. Om te worden erkend door het College, moet de dienst voor geestelijke gezondheidszorg worden opgericht op initiatief van een vereniging zonder winstoogmerk of een universiteit. Indien deze voldoet aan de voorwaarden voorzien door het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, dan mag het College met de inrichtende macht een overeenkomst sluiten. De aanvraag wordt ingediend en onderzocht volgens de procedure die is voorzien in titel II.

Na advies van de Adviesraad stelt het College de inhoud en de modaliteiten vast van de erkenningsovereenkomsten.

De erkenningsovereenkomsten verduidelijken met name het grondgebied dat wordt bediend door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de opdrachten, de coördinatie- en samenwerkingsinitiatieven, het kader van het conventioneel basisteam, de werking van de dienst, de modaliteiten van het overleg tussen de inrichtende macht en het team, en het bedrag van de provisionele enveloppe.

Art. 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent het College subsidies aan de erkende diensten van geestelijke gezondheidszorg, overeenkomstig de bepalingen van titel III.

(1) Zitting 1994-1995.

Documenten van de Vergadering : 71 (1994-1995) nr. 1 en 2.
Volledig verslag. Zitting van 12 april 1995.

TITEL II. — Voorwaarden en erkenningsprocedure

HOOFDSTUK I. — Opdrachten

Art. 5. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg is een dienst die instaat voor de volksgezondheid van de bevolking van zijn grondgebied en, in bijkomende orde, van de personen die niet verblijven op dit grondgebied en zijn tussenkomst vragen.

Hij vervult de volgende algemene opdrachten :

- zorgen voor een eerste onthaal, en de vraag van iedere patiënt analyseren en desgevallend oriënteren;
- een diagnose stellen en voor de psychiatrische, psychotherapeutische en psychosociale behandeling zorgen van geestelijke gezondheidsproblemen;
- op het grondgebied preventieve activiteiten organiseren, uitwerken of hieraan meewerken.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg mag bovendien specifieke projecten ontwikkelen.

Hij werkt meer bepaald samen met het gezondheids-, psychosociaal en schoolnetwerk.

Afdeling 1. — Onthaal, diagnose en behandeling

Art. 6. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg vervult zijn opdrachten zonder enige discriminatie, en met name zonder onderscheid van ras, nationaliteit, leeftijd, geslacht of probleemgroep.

Art. 7. De diagnose en de behandeling van geestelijke gezondheidsproblemen omvatten de medische, psychiatrische, psychologische en sociale aspecten. Zij doelen voornamelijk op de verbetering van het psychisch welzijn van de patiënt in zijn gewone leefomgeving.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zorgt voor de behandeling van de patiënten met name door :

- een samenwerking met alle betrokken personen en instellingen;
- een opvolging van patiënten die zijn opgenomen in residentiële en ziekenhuisinstellingen, met instemming van de geneesheren van deze instellingen;
- een opvolging van patiënten die werden opgenomen in residentiële en ziekenhuisinstellingen;
- een begeleiding die strekt naar de sociale herintegratie van patiënten die ingevolge geestelijke gezondheidsproblemen moeilijkheden ondervinden in hun gezins-, school-, beroeps- of sociaal leven.

Art. 8. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg betreft bij de behandeling van de patiënt met zijn instemming of deze van zijn wettelijke vertegenwoordiger de huisarts, die is aangeduid door de patiënt, en, in de mate van het mogelijke, alle beroepsverplegers die niet behoren tot het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en die tot de behandeling kunnen bijdragen.

Indien het gaat om een persoon die een onderwijsinstelling bezoekt, dan ziet de dienst voor geestelijke gezondheidszorg er meer bepaald op toe het betrokken psycho-medisch-sociaal centrum en het betrokken centrum voor medisch schooltoezicht bij de behandeling te betrekken.

Afdeling 2. — Preventieve activiteiten

Art. 9. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg organiseert of werkt mee aan preventieve activiteiten die nauw verband houden met zijn algemene opdrachten en, desgevallend, met de specifieke projecten die hij ontwikkelt.

Deze activiteiten kunnen meer bepaald bestaan uit :

- de informatie, de sensibilisering en de opvoeding inzake geestelijke gezondheid van de bevolking van het grondgebied dat door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt bediend;
- de informatie, de sensibilisering en de opvoeding inzake geestelijke gezondheid van de werknemers van het netwerk van gezondheids- en welzijnszorg van dit grondgebied;
- bijzondere preventieve tussenkomsten naar doelgroepen toe, met name in onthaalstructuren voor kleine kinderen.

Afdeling 3. — Specifieke projecten

Art. 10. De specifieke projecten, die desgevallend worden ontwikkeld door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, moeten passen in het kader van een problematiek van geestelijke gezondheidszorg. Zij worden verduidelijkt in de in artikel 3 bedoelde erkenningsovereenkomst.

De specifieke projecten worden bepaald op basis van de behoeften en kenmerken van de bevolking die beroep doet op de dienst of verblijft op het grondgebied dat wordt bediend door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De specifieke projecten kunnen evenwel gericht zijn op personen die niet wonen op dit grondgebied.

Art. 11. De specifieke projecten kunnen met name bestaan uit :

- het begeleiden van het werk van instellingen en diensten die worden geconfronteerd met geestelijke gezondheidsproblemen, in de eerste plaats op het grondgebied dat door de dienst wordt bediend;
- de vorming op het vlak van de geestelijke gezondheidszorg van de werknemers van het gezondheids- en welzijnsnetwerk, in de eerste plaats op dit grondgebied.

Na advies van de Adviesraad stelt het College hiervan de toepassingsmodaliteiten vast.

Afdeling 4. — Coördinatie en informatie

Art. 12. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg coördineert zijn activiteiten met de werkers van het gezondheids- en welzijnsnetwerk van het grondgebied dat hij bedient. Hiertoe moet hij met name :

1° op actieve wijze deelnemen aan de structuur van lokaal partnerschap of, bij ontstentenis hiervan, er met de betrokken personen, instellingen en diensten op toezien dat een dergelijk initiatief tot stand wordt gebracht;

2° stappen ondernemen om partnerschapsakkoorden te sluiten met de personen, instellingen en openbare en privé-diensten die zich op zijn grondgebied bevinden; na advies van de Adviesraad stelt het College hiervan de toepassingsmodaliteiten vast;

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan bovendien samenwerken met andere personen, instellingen of diensten die buiten zijn grondgebied zijn gevestigd en in het bijzonder betrokken zijn bij de activiteiten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg. Hiertoe sluit hij samenwerkingsovereenkomsten waarvan de modaliteiten na advies van de Adviesraad worden vastgesteld door het College.

Art. 13. Om de coördinatie aan te moedigen van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg met het gezondheids-, psycho-sociaal en schoolnetwerk, verleent het College binnen de grenzen van de begrotingskredieten een subsidie aan de erkende instellingen die diensten voor geestelijke gezondheidszorg verenigen. Deze instellingen moeten de organisatie en de coördinatie van activiteiten betreffende de bevordering van de geestelijke gezondheidszorg tot voorwerp hebben, evenals de vorming en informatie inzake geestelijke gezondheidszorg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Na advies van de Adviesraad stelt het College de voorwaarden en de modaliteiten vast voor de erkenning en de subsidiëring van deze instellingen.

Art. 14. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg richt de bevolking en de medische en sociale diensten van zijn grondgebied met eerbied voor de ethiek van de betrokken beroepen in over de activiteiten die op hen betrekking hebben, en met name over de inrichting van wachtdiensten.

Art. 15. De vrije keuze van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg door de patiënt wordt gewaarborgd. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg brengt eerbied op voor de filosofische overtuigingen van de patiënt.

HOOFDSTUK II. — *Teams*

Art. 16. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg bestaat uit een multidisciplinair team dat minstens de volgende functies moet vervullen :

- a) de psychiatrische functie;
- b) de psychologische functie;
- c) de maatschappelijke functie;
- d) de onthaal- en secretariaatsfunctie.

Om deze functies te vervullen, bestaat de dienst tenminste uit een team dat prestaties uitvoert, minstens gelijk aan een voltijdse arbeidsprestatie voor elk van de functies bedoeld in a, b, c en d.

§ 2. Het minimumteam bestaat uit werknemers die elk door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg zijn aangeworven voor prestaties die gelijk zijn aan tenminste de helft van een voltijdse arbeidsprestatie.

De duur van een voltijdse arbeidsprestatie wordt vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

§ 3. De dienst kan bovendien een multidisciplinair team omvatten dat gespecialiseerd is in de opvang van kinderen en adolescenten en tenminste de kinderpsychiatrische, psychologische en sociale functie moet vervullen.

Om elk van deze functies te verzekeren, is dit team samengesteld uit personen die prestaties leveren die tenminste overeenstemmen met een halfzijdse arbeidsprestatie voor de kinderpsychiatrische functie en met drie vierden van een voltijdse arbeidsprestatie voor de psychologische en de sociale functie.

§ 4. Het team kan bovendien bijkomende functies vervullen, met name op het gebied van de geneeskunde, verpleegkunde, pedagogie, sociologie, criminologie, psychomotoriek, logopedie, ergotherapie. Deze bijkomende functies staan in rechtstreeks verband met de activiteiten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg in het kader van zijn algemene opdrachten en, desgevallend, van zijn specifieke projecten.

§ 5. Na advies van de Adviesraad stelt het College de bekwaamheids- en opleidingsvoorwaarden vast die worden vereist van het personeel dat de in dit artikel bedoelde functies vervult.

Art. 17. De inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bepaalt met eerbied voor de arbeidswetgevingen, met name deze tot organisatie van de deeltijdsarbeid, de formatie van het personeel dat hij aanwerft en de duur van de prestaties geleverd door elk lid van de teams voor de in artikel 16 bedoelde functies.

Elk lid van de teams ontvangt van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een loon dat overeenstemt met zijn functie, kwalificatie, zijn anciënniteit en de duur van zijn prestaties, en dit overeenkomstig de geldende bepalingen.

Art. 18. De inrichtende macht duidt de persoon of personen aan die in het team belast zijn met de medische leiding en de algemene coördinatie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan de opdrachten en verantwoordelijkheden na advies van de Adviesraad worden vastgesteld door het College.

Art. 19. Eenmaal per trimester moet een overleg worden georganiseerd tussen de inrichtende macht en het personeel van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, met eerbied voor de therapeutische vrijheid.

Het heeft betrekking op :

1° de doelstellingen, de organisatie, de werking van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de aanwerving van personeel, de erkenningsaanvraag en het voorstel van erkenningsovereenkomst;

2° de coördinatie met het gezondheids- en welzijnsnetwerk, en inzonderheid de naleving van de in artikel 12 bedoelde modaliteiten.

Art. 20. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg organiseert vergaderingen van de leden van het team met het oog op de uitwisseling van informatie en besprekingen over de klinische en preventieve werkzaamheden van de dienst.

HOOFDSTUK III. — *Werking van de dienst*

Art. 21. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg is gevestigd om zo goed mogelijk de belangen te behartigen van de patiënten en de bevolking van het grondgebied dat hij bedient. Hij waakt erover dat hen een gemakkelijke toegang wordt geboden.

§ 2. Indien de dienst voor geestelijke gezondheidszorg gevestigd is in een gebouw waarin andere instellingen of welzijns- of gezondheidsdiensten zijn ondergebracht, dan moeten in dit gebouw aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg lokalen worden voorbehouden die een entiteit vormen.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg moet zich van een andere dienst die patiënten opneemt of curatieve zorgen verstrekt in het bijzonder onderscheiden op het gebied van zijn activiteiten, beheer en de lokalen waarin deze zijn activiteiten uitoefent.

§ 3. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg organiseert een permanent onthaal, met eerbied voor de minimumvoorwaarden die na advies van de Adviesraad zijn vastgesteld door het College.

§ 4. Om de opvolging van de patiënten te verzekeren, organiseert deze met hun instemming eveneens hun opvang thuis, in hun woon- of verblijfplaats, of op iedere andere plaats.

Art. 22. § 1. Voor elke patiënt wordt een individueel dossier samengesteld met medische, maatschappelijke en administratieve gegevens. Onverminderd andere wettelijke bepalingen stelt het College na advies van de Adviesraad de lijst van de elementen vast die in het individueel dossier moeten voorkomen.

§ 2. Onverminderd andere wettelijke bepalingen worden de individuele dossiers tenminste 10 jaar na het afsluiten ervan bewaard, onder de verantwoordelijkheid van de medische directeur van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

§ 3. De activiteiten en documenten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg die op individuele wijze betrekking hebben op patiënten, en inzonderheid de individuele dossiers, worden beschermd door het beroepsgeheim. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de leden van de teams van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Deze leden moeten, met eerbied voor de deontologie en onder de verantwoordelijkheid van de medische directeur, aan de beroepsverzorger die de patiënt of zijn wettelijke vertegenwoordiger daartoe aanduidt alle inlichtingen verstrekken die zij nuttig achten voor de continuïteit van de behandeling.

Art. 23. De lijst van de preventieve activiteiten en, desgevallend, van de specifieke projecten, die worden ontwikkeld door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, worden opgenomen in een register, met vermelding van het betrokken personeel. Dit register bevat halfjaarlijkse evaluatieverslagen en de conclusies van het in artikel 19 voorziene overleg tussen de inrichtende macht en het personeel van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Art. 24. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zal elk jaar aan het College onder de voorwaarden die door dit laatste worden bepaald na advies van de Adviesraad het in artikel 34 bedoeld activiteitenverslag voorleggen en een geheel van anonieme gegevens die deze optekent en die betrekking hebben op zijn patiënten, zijn consultants en de bevolking van zijn grondgebied. Het College stelt na advies van de Adviesraad de gegevens vast die moeten worden geregistreerd, evenals de modaliteiten en de procedures voor de registratie en de doorzending van deze gegevens naar het overlegplatform of naar om het even welke instelling die is aangewezen door het College.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenningsprocedure*

Art. 25. De aanvraag tot erkenning of tot vernieuwing van een erkenning wordt ingediend door de inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, volgens de modaliteiten vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

Art. 26. Het College stelt na advies van de Adviesraad de procedure vast voor de erkenning, de weigering en de intrekking van een erkenning, evenals deze voor sluitingen omwille van dringende redenen.

De erkenning kan worden ingetrokken indien de bepalingen van onderhavig decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan niet worden nageleefd en als de in artikel 3 bedoelde erkenningsovereenkomst niet wordt nagekomen.

Art. 27. Na onderzoek wordt de erkenning toegekend voor een periode van vijf jaar. De diensten, die voor het eerst een aanvraag tot erkenning hebben ingediend, krijgen een voorlopige werkingsvergunning voor een hernieuwbare periode van één jaar, volgens de modaliteiten vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

TITEL III. — *Toekenning van de subsidies*

Art. 28. § 1. Om de in artikel 4 van onderhavig decreet bedoelde subsidie te bepalen, wordt voor elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg op forfaitaire wijze een provisionele enveloppe berekend, welke bestaat uit de som van :

- 1° de theoretische loonkost van het conventioneel basisteam;
- 2° het maximumbedrag van de algemene exploitatiekosten;
- 3° een veranderlijk gedeelte.

§ 2. De theoretische loonkost van het conventioneel basisteam wordt berekend door, voor elke in artikel 16 bedoelde functie, één van de weddeschalen te bepalen die van toepassing zijn op het personeel dat behoort tot het paritair comité 305/1 (Paritair comité voor de gezondheidsdiensten - paritair subcomité voor de inrichtingen onderworpen aan de wet op de ziekenhuizen), evenals een gemiddelde anciënniteit en een vermenigvuldigingscoëfficiënt die met name de sociale lasten en andere premies of sociale voordelen dekt. Na advies van de Adviesraad stelt het College de weddeschaal van toepassing voor elke functie vast, de gemiddelde anciënniteit en de vermenigvuldigingscoëfficiënt die worden bedoeld in het vorig lid.

§ 3. De algemene exploitatiekosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, evenals de kosten van de boekhoudkundige en administratieve beheerstaken.

Het maximumbedrag van de algemene exploitatiekosten wordt vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

§ 4. Het veranderlijk gedeelte dekt de andere personeels- en exploitatiekosten die noodzakelijk zijn voor de naleving van de verplichtingen die worden bepaald in de erkenningsovereenkomst.

§ 5. Het bedrag van de provisionele enveloppe wordt jaarlijks verhoogd met een coëfficiënt die wordt vastgesteld door het College, na overleg met de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de werknemers van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg. Deze coëfficiënt houdt rekening met de indexeringen van de weddeschalen en de sociale programmering toegekend aan het personeel dat ressorteert onder het paritair comité 305/1 (Paritair comité voor de gezondheidsdiensten - paritair subcomité voor de inrichtingen onderworpen aan de wet op de ziekenhuizen).

Art. 29. § 1. De provisionele enveloppe vormt het maximumbedrag van de subsidie dat elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan ontvangen.

§ 2. De subsidie kan slechts worden uitgekeerd tot dekking van onkosten die worden verantwoord.

De in paragraaf 3 bedoelde onkosten worden aanvaard ten belope van de bedragen of weddeschalen bepaald met toepassing van deze paragraaf.

§ 3. De loonkosten van het personeel worden aanvaard op basis van de weddeschalen die worden toegepast op het personeel dat ressorteert onder het paritair comité 305/1 (Paritair comité voor de gezondheidsdiensten - paritair subcomité voor de inrichtingen onderworpen aan de wet op de ziekenhuizen) en de sociale programmerie die van toepassing is op de lonen van dit personeel. Het College bepaalt hiertoe na advies van de Adviesraad de weddeschaal die van toepassing is voor elke functie die wordt bedoeld in artikel 16, evenals de anciënniteiten die in aanmerking worden genomen.

De algemene exploitatiekosten worden aanvaard ten belope van het maximumbedrag dat wordt vastgesteld door het College, overeenkomstig artikel 28, paragraaf 3.

Na advies van de Adviesraad kan het College andere criteria bepalen voor de aanvaarding van onkosten, met name voor bijzondere kosten van de sociale fasten.

Art. 30. § 1. De in artikel 4 bedoelde subsidie wordt jaarlijks uitgekeerd op basis van een eindafrekening volgens de modaliteiten die na advies van de Adviesraad zijn bepaald door het College.

Bij de opstelling van de eindafrekening worden afgetrokken van de kosten die volgens artikel 29 in aanmerking komen voor subsidiëring, de honoraria, vergoedingen of bijdragen in de kosten die door het conventioneel basisstam worden geïnd bij de patiënten, hun wettelijke vertegenwoordigers of een openbare instelling, met name in het kader van de prestaties voorzien door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

§ 2. Er worden trimestriële voorschotten uitgekeerd die gelijk zijn aan een vierde van de provisionele enveloppe, uiterlijk op 15 februari voor het eerste trimester van het kalenderjaar, op 15 mei voor het tweede trimester, op 15 augustus voor het derde trimester, en ten laatste op 15 november een voorschot dat gelijk is aan een vijfde van de provisionele enveloppe voor het vierde trimester.

§ 3. Indien de vervaldata, die zijn vastgesteld overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, worden overschreden, dan zullen de nog verschuldigde voorschotten van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling verwijlinteressen opleveren tegen de interbancaire intrestvoet ("Bibor" genaamd), zoals bepaald op de vervalddag.

Art. 31. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg vordert de wettelijk voorziene honoraria en vergoedingen van zijn consultants, hun wettelijke vertegenwoordigers, of rechtstreeks van de betrokken instellingen. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg mag bovendien aan de patiënten een declinatie in de kosten vragen, met verbod voor de deontologische regels en gebruiken. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan evenwel in geval van nood voor kosteloze raadpleging zorgen.

Art. 32. Binnen de grenzen van de kredieten die zijn ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie kan het College subsidies verlenen voor de aankoop, de bouw, de uitbreiding, de oprichting, de vernieuwing of belangrijke herstelwerken van de onroerende goederen die zijn bestemd voor de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, evenals voor de inruiming en de meubilering ervan.

Na advies van de Adviesraad bepaalt het College de voorwaarden, de procedures en de modaliteiten voor de toekenning van deze subsidies.

TITEL IV. — Controle en inspectie

Art. 33. § 1. Het College duidt de personeelsleden van zijn diensten aan die belast zijn met de controle van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg die krachtens onderhavig decreet worden erkend.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zal aan deze ambtenaren een vrije toegang verzekeren tot zijn lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van hun opdracht.

§ 2. Op verzoek van de door het College aangeduide ambtenaren zal de dienst voor geestelijke gezondheidszorg alle nodige bewijsstukken voorleggen die noodzakelijk zijn tot staving van de algemene exploitatiekosten en van de loonkosten van het personeel.

Art. 34. Om te kunnen genieten van de in artikel 29 voorziene subsidies, zal de dienst voor geestelijke gezondheidszorg jaarlijks aan de Administratie een activiteitenverslag laten toekomen, de rekeningen en begroting vastgesteld door de oprichtende macht en een eindafrekening van de subsidies, volgens de modaliteiten bepaald door het College na advies van de Adviesraad.

Art. 35. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een boete van 26 tot 1000 BF, of enkel met één van deze straffen, diegene die een dienst organiseert of leidt die de in artikel 5 bedoelde opdrachten vervult zonder te zijn erkend door het College krachtens onderhavig decreet, of die de benaming "centrum voor geestelijke gezondheidszorg", "dienst voor geestelijke gezondheidszorg" of "guidancecentrum" gebruikt zonder te zijn erkend krachtens onderhavig decreet.

TITEL V. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 36. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg, die een erkenning hebben verkregen voor een proefperiode in het kader van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de subsidiëring ervan, moeten een aanvraag tot erkenning indienen met naleving van de bepalingen van onderhavig decreet, ten laatste op de datum bepaald door het College na advies van de Adviesraad.

Art. 37. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, die in het kader van het voornoemd koninklijk besluit van 20 maart 1975 een erkenning hebben bekomen voor een proefperiode, geacht te volkomen aan de voorwaarden voorzien in artikel 21, paragraaf 2, voor een door het College bepaalde periode.

Art. 38. Het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg wordt opgeheven voor wat betreft de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 39. Het College stelt de datum vast van de inwerkingtreding van de artikelen van onderhavig decreet, en is belast met de uitvoering ervan.

Brussel, 27 april 1995.

De Voorzitter van het College.

Ch. PICQUE

Een Lid van het College.

D. GOSUIN

Een Lid van het College.

D. HARMEL

Een Lid van het College.

R. HOIYAT

Een Lid van het College.

D. van EYLL

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

(9779)

Par arrêté royal du 14 septembre 1995, M. De Geest, Fr., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Audenarde, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 15 octobre 1995.

Ordre judiciaire. — Erratum

(9784)

Au *Moniteur belge* n° 184, p. 26982, dans le texte français, 19^e ligne, il faut lire : « Mme Heitz », au lieu de « Mme Heits ».

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

(9779)

Bij koninklijk besluit van 14 september 1995 is de heer De Geest, Fr., substituuat-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Audenaarde, aangewezen tot eerste substituuat-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 15 oktober 1995.

Rechterlijke Orde. — Erratum

(9784)

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 184, bl. 26982, Franse tekst, 19^e lijn, gelieve te lezen : « Mme Heitz », in plaats van « Mme Heits ».

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES

Personnel. — Nomination

Par arrêté ministériel du 22 juin 1994, M. W. Van der Veken est désigné en qualité de fonctionnaire d'information.

Cette désignation prend cours le 16 juin 1994 et se termine le 15 juin 2000.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Personeel. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 22 juni 1994 wordt de heer W. Van der Veken aangewezen als informatieambtenaar.

Deze aanwijzing is geldig vanaf 16 juni 1994 tot 15 juni 2000.

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Personnel Promotions au grade d'inspecteur principal auprès du Service du contrôle administratif

Par arrêté royal du 7 juin 1995, Mlle Joëlle Gryseels, inspecteur, est promue dans le cadre linguistique français, en application du principe de la carrière plane, au grade d'inspecteur principal auprès du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, à partir du 1^{er} avril 1995.

Par arrêté royal du 7 juin 1995, M. Bernard Rauw, inspecteur, est promu dans le cadre linguistique français, en application du principe de la carrière plane, au grade d'inspecteur principal auprès du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, à partir du 1^{er} avril 1995.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Personeel Bevorderingen tot de graad van eerste- en tweede-klasse inspecteur bij de Dienst voor administratieve controle

Bij koninklijk besluit van 7 juni 1995, wordt Mej. Joëlle Gryseels, inspecteur, bij toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan, in het Franse taalkader bevorderd tot de graad van eerste- en tweede-klasse inspecteur bij de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met ingang van 1 april 1995.

Bij koninklijk besluit van 7 juni 1995, wordt de heer Bernard Rauw, inspecteur, bij toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan, in het Franse taalkader bevorderd tot de graad van eerste- en tweede-klasse inspecteur bij de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met ingang van 1 april 1995.